

A VENDRE : SERVICES PUBLICS ... LA SUITE

(Renseignements et modalités auprès des cabinets de conseil)

Nous avons la chance de vivre dans une démocratie où nous votons pour une représentation nationale censée décider des textes qui régissent notre vivre ensemble. Nous avons la chance d'avoir un exécutif qui est issu de cette représentation nationale et qui devrait veiller, notamment, à ce que ces textes soient appliqués et respectés... Et si seulement tout ceci était vrai ...

Nous avons la (mal)chance d'avoir des cabinets de conseil grassement payés pour dire à notre exécutif ce qu'il doit faire ou ne pas faire... Nous avons la (mal)chance d'avoir des hauts fonctionnaires qui font des aller-retour entre ces cabinets et leurs fonctions au service de l'Etat... Ceux qui vendent la prestation de conseil et ceux qui l'achètent se confondent, ont été collègues, ont suivi les mêmes formations dans les mêmes écoles, ...

RECAPITULATIF DES CABINETS RETENUS POUR « CASSER » LE SERVICE PUBLIC
(Coût annuel : 25 millions d'euros)

Lot	Mandataire	Co-traitant	Co-traitant
Lot 1 Stratégie des politiques publiques	Roland Berger	Wavestone	
	BCG	Ernst & Young	
	McKinsey	Accenture	
Lot 2 Conception et mise en œuvre des transformations	Ernst & Young	BCG	
	Eurogroup	CMI	SEMAPHORES Expertise
	INOP'S		
	CapGemini	Mazars	
Lot 3 Performance et réingénierie des processus	Capgemini	Mazars	SIA Partners
	Eurogroup	CMI	SEMAPHORES Expertise
	Wavestone	Roland Berger	

(Source : *Acteurs Publics* du 12 juin 2018)

L'exemple de la DGCCRF est frappant : les organisations syndicales ont été destinataires d'une lettre de cadrage de la mission d'audit pilotée par Ernst and Young qui va « *Identifier les réglementations essentielles (saisir l'utilité intrinsèque des grandes réglementations et le coût économique que cela peut représenter)* ». **Est-ce à dire qu'un cabinet de consultants va décider quelles réglementations sont utiles et lesquelles on va appliquer ?** N'est-ce pas plutôt, dans un Etat qui se veut de droit, à la représentation nationale de le faire ?

Quand en plus on réfléchit aux intérêts d'autres clients d'E & Y, comment ne pas se poser la question du conflit d'intérêts entre le conseil à la puissance publique et le conseil aux entreprises se positionnant sur les missions abandonnées ou les marchés libéralisés.

Peut-être pouvons-nous poser ces questions au chef du service du soutien au réseau, n°2 de la DGCCRF, qui a travaillé pour E & Y de 2006 à 2012 et qui aujourd'hui dirige la réforme de la DGCCRF en compagnie de ce même cabinet.

L'encadrement ne devrait pas se réjouir... trop vite... des réformes

Traditionnellement cajolé en période de réformes pour faire « passer la pilule », l'encadrement DGCCRF peut nourrir quelques inquiétudes. Outre les postes de direction en administration centrale que se partagent de plus en plus exclusivement les anciens de quelques grandes écoles (qui a dit cooptation ?), le « *delaying du BCG permettant de factueliser la structure organisationnelle de la DGCCRF* » page 10 du document « EY » diffusé par SOLIDAIRES pourrait bien avoir des conséquences concrètes. Outre le côté jargon de bon élève du consulting (ça permet de vendre des études, ça fait sérieux, surtout dans notre Start-Up Administration), la traduction interpelle. Un petit tour sur votre moteur de recherche préféré et le verdict est sans appel : on a trop de cadres, il faut regarder notre organisation en supprimant des échelons hiérarchiques pour voir la vraie activité. Cela veut dire très clairement réduire les postes de cadres pour aplatir la pyramide et remotiver des agents qui auront en échanges des gratifications autres que la perspective de devenir A+ (le RIFSEEP et ses primes au mérite par exemple)...

Entre connivences, obstinations, refus du dialogue et de l'écoute, marchandisation des services publics : la RGPP-RÉATE de 2009 nous a fait rentrer dans cette ère de la « *consultocratie* » que décrivent certains chercheurs en sciences sociales.

La période actuelle n'est que la consécration du rôle envahissant qu'ont pris les cabinets de conseil dans la mise en œuvre des politiques publiques et de la consanguinité entre nos élites et ce milieu. Il n'est qu'à voir les CV des membres des équipes de pilotage (côté cabinet de conseil comme côté fonctionnaire) disponibles librement sur les réseaux sociaux professionnels pour s'en rendre compte.

SOLIDAIRES trouve cela scandaleux ! Nos dirigeants et leurs conseillers ne se préoccupent que des coûts et sont incapables de mesurer la réelle production de valeur d'une administration qui ne fait pas de profit financier. Ils taillent dans ce qu'ils estiment être le gras sans se préoccuper des répercussions à moyen et long terme sur la qualité du service public, notre bien commun.

Le gouvernement nous parle d'Action Publique 2022 comme une modernisation de la Fonction Publique. Les mêmes nous disent que le grand débat doit donner une orientation à notre réforme de la Fonction Publique en étant à l'écoute des citoyens et enfin que la consultation des fonctionnaires va permettre d'améliorer l'action publique.

Ils oublient, sciemment, de nous dire que l'Etat paye déjà 25 millions d'euros par an à des cabinets de conseil pour qu'ils décident de ces orientations.

Ils oublient, sciemment, de nous dire que la loi de transformation de la Fonction Publique était prête avant même le mouvement des gilets jaunes et qu'elle n'a pas changé avec le grand débat.

Ils oublient, sciemment, de nous dire que les arbitrages sur les missions de service public à supprimer ont été rendus avant le lancement de la consultation des fonctionnaires.

Voyez dans quel état se retrouvent certains secteurs aujourd'hui comme les services publics de la santé, de la prise en charge des séniors, de la justice, de l'éducation, de la protection des consommateurs, ...

Pour SOLIDAIRES c'est aux citoyens, aux usagers et aux acteurs de ces services de décider réellement, directement ou par le biais de leurs représentants.

La démocratie ne se vend pas !